

Discours de François Hollande à Marseille le 14 mars 2012

Chers amis, mes chers amis ! Mes chers amis, je suis bien à Marseille ! Il n'y a qu'à Marseille qu'un accueil aussi fort, aussi beau, est possible. Il n'y a qu'à Marseille qu'il y a cet esprit qui flotte, celui de la victoire, de la victoire espérée, de la victoire promise, de la victoire qui se dessine mais qui n'est pas encore là et qu'il faut construire, qu'il faut travailler, qu'il faut mener jusqu'à son terme, c'est-à-dire le 6 mai prochain.

Voilà l'engagement que je prends devant vous, amis des Bouches-du-Rhône, amis de Marseille, venus nombreux dans cette salle, nombreux à l'extérieur. Je salue ceux qui n'ont pas pu rentrer mais qui m'entendent et qui participent avec vous du succès de cette rencontre. Merci de votre présence, merci de votre enthousiasme, merci de votre confiance. Je voulais, ici à Marseille, saluer votre ville, votre département, votre région.

Marseille, la plus ancienne ville de France ! Marseille si intimement liée à la nation française. Marseille, façonnée, travaillée par des apports successifs de populations qui ont construit sa personnalité et son identité. Je salue Marseille et tous ceux qui l'ont peuplée : les Provençaux venus du haut pays, les hommes et les femmes venus ici pour échapper aux violences et parfois aux génocides. Je pense aux Juifs et aux Arméniens. Marseille, faite aussi par ceux que l'on avait fait venir de loin : les Kabyles, ceux qui ont libéré aussi Marseille, en août 1944, Algériens, Sénégalais, des bataillons de l'armée d'Afrique. Je pense aussi aux Italiens, venus dans l'entre deux-guerres, chassés par la misère et le fascisme. Je pense aux Espagnols fuyant la chute de la République et aux Maghrébins recrutés dans les villages pour faire tourner les usines, aux Comoriens cherchant une vie meilleure. Et je n'oublie pas tous les autres, venus de plus près, les Corses, les Languedociens. Voilà Marseille ! Voilà la ville de la Méditerranée ! Soyez fiers de votre ville, soyez fiers de votre histoire, de ce que vous en avez fait, ou plutôt vos parents et vos grands-parents, à l'image de celui qui fut un des grands maires de la ville de Marseille, qu'il avait libérée de ses propres mains, Gaston Defferre. Je pense aussi à un grand résistant, Raymond Aubrac, qui fut nommé commissaire de la République à Marseille par le Général de Gaulle, en août 1944, et à travers lui, je salue l'œuvre du Conseil National de la Résistance, à qui la République doit tant et au nom duquel tant de progrès sociaux ont été accomplis. Voilà ce que j'étais venu vous dire.

J'aime Marseille parce que j'aime la France. J'aime Marseille parce qu'elle est diverse, parce qu'elle rassemble. J'aime Marseille parce qu'elle est à l'image de notre pays, unie et indivisible. J'aime Marseille parce que je sais les difficultés que vous traversez. J'aime Marseille parce que cette ville a donné l'hymne de la République, la Marseillaise. Elle a donné le travail, le labeur de ses hommes et de ses femmes et en même temps elle se sent, je le sais, Michel Vauzelle le rappelait, abandonnée par l'Etat.

Je mesure aussi, venant ici régulièrement, le poids des inégalités, l'intensité des violences, l'insupportable injustice, la brutalité des ségrégations. Sous le mandat du candidat sortant, chaque année, à Marseille il y a eu un lot de drames économiques et humains. Dois-je les citer tous ? En 2008, c'était le groupe Les trois Suisses qui délocalisait son centre d'appels. En 2009, c'était l'entreprise Légré-Mante qui était liquidée sans préavis. En 2010, c'était Netcacao qui était une nouvelle fois victime de ce qu'on appelle un abandon, et qui,

heureusement aujourd'hui, grâce à ses travailleurs, retrouve l'espoir. En 2011, c'est Fralib dont les employés ont dû se battre et se battent encore, avec les élus de gauche, pour faire valoir leurs droits contre les décisions d'une multinationale. Je pense aussi plus loin aux salariés de Lyondelbasell ou à la SNCM. Et quand j'ai évoqué une proposition de loi – et Jean-Marc Ayrault l'a également présentée devant vous – qui obligerait un grand groupe qui ne veut plus garder un site, à le céder à un repreneur s'il se présente plutôt que de fermer l'entreprise, pour ne pas avoir un concurrent. Eh oui, cette proposition de loi deviendra, à partir du 6 mai, si vous en décidez, deviendra la loi de la République.

Marseille, ville qui souffre. C'est ici que 30 % de la population vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. C'est ici que le chômage est plus élevé que partout ailleurs dans le pays. C'est ici que le chômage des jeunes atteint 30 ou 40 % selon les quartiers. C'est ici que des écoles ferment, que des classes sont supprimées, que des postes d'enseignants sont effacés, que l'accès à la santé est rendu plus difficile. C'est ici que les services publics se dégradent. Eh bien c'est ici que vous avez décidé de lutter et de changer ! Et je vous y aiderai.

C'est ici aussi que l'insécurité s'est développée à un rythme infernal, que les violences s'en prennent aux plus faibles, aux plus fragiles, aux plus démunis. C'est à Marseille hélas que trop souvent des trafics, des violences, des caïds, tiennent tête à l'Etat. Eh bien je l'annonce : ici, à la loi de la force arrivera maintenant la force de la loi !

Eh oui, tant de problèmes, tant de difficultés qui vous assaillent ! Et en même temps, tant de volonté, tant d'énergie, tant de confiance en vous-mêmes ! Parce qu'à Marseille, quelle jeunesse, quel talent, quelle capacité de redressement vous portez tous ensemble. Et en plus quelle volonté de faire confiance à la culture. En 2013, je souhaite être le président de la République qui, ici, inaugurer la capitale européenne de la culture.

Je fais campagne depuis plusieurs mois. Je ne m'en lasse pas, mais ça finira par, un moment, trouver son terme et j'espère le plus heureux. Mais depuis toutes ces semaines, je m'adresse à tous les Français dans ce qu'ils ont de meilleur, dans la conscience qu'ils portent, de la foi qui les anime dans les atouts de la France. Je veux rendre l'espoir. Je veux donner confiance. L'espoir, c'est mon projet.

Je m'adresse à tous les citoyens, sans distinction, sans hiérarchie, sans discrimination, sans regarder leurs parcours, leurs origines, leurs couleurs. Tous les Français ! Je n'ai pas un projet pour les centres villes, un autre pour les banlieues, un projet pour le rural, un projet pour l'urbain, un projet pour les jeunes un projet pour les anciens, un projet pour les riches – sans doute pas – et un projet pour les plus démunis. Je ne suis pas dans le double discours, dans le double jeu. Je n'ai pas un discours pour temps de campagne et un discours, ensuite, pour découvrir la réalité.

Non. Je m'adresse à vous tous avec le même engagement, avec la même authenticité, avec le même sens de la vérité parce que je veux redresser notre pays. Je veux le faire dans la justice, dans l'espérance, dans la confiance et dans le lien que je veux tisser, dès à présent, avec les citoyens.

L'espoir, la confiance, je veux d'abord les donner à la jeunesse de France. Elle y a droit. Nous lui devons. Et en même temps, notre espoir, l'espoir de la France, c'est sa jeunesse. C'est pourquoi je l'ai portée au cœur de mes engagements, au cœur de mon projet. Je n'ai qu'un

objectif : faire que si je deviens président de la République, je sois jugé sur cette seule réalité. Aurais-je permis à la jeunesse de France de vivre mieux en 2012 qu'en 2007 ? Aurais-je assuré le passage d'une génération à une autre ? Aurais-je été capable de donner confiance à ceux et à celles qui veulent travailler et vivre dans leur pays ? Aurais-je été capable aussi de leur donner leur autonomie et leur indépendance ? Eh bien, devant vous, ici, à Marseille, je vous dis : jugez-moi en 2017, si je suis devenu votre président, sur ce seul résultat, sur ce seul engagement.

Aujourd'hui, 25 % des jeunes sont au chômage, 40 % dans nos quartiers et tant d'autres qui vivent dans la précarité, dans le désespoir de pouvoir enfin accéder à leur indépendance. Mon devoir, c'est de leur ouvrir des horizons, c'est de leur permettre de considérer leur vie non pas comme une suite d'échecs, non pas comme un parcours d'obstacles, non pas comme des verrous qu'il faudrait lever mais comme une chance de plus, comme une réussite possible, comme une capacité qui leur sera donnée de réussir leur vie et leur destin.

La jeunesse, les jeunes, le candidat sortant les traite comme des assistés. Moi je m'adresse à eux comme des citoyens. Il pense que la jeunesse c'est un fardeau. Mais non ce n'est pas un fardeau. C'est une chance pour le pays ! Sait-il seulement celui qui a présidé la France pendant 5 ans, qui dit qu'il a appris ; sait-il seulement à quel point les jeunes se battent ? Sait-il seulement combien les jeunes envoient de CV, hélas sans réponses ? Sait-il seulement combien de démarches ils accomplissent chaque jour, pour obtenir même un stage, un intérim, un contrat à durée déterminée ? Sait-il à combien de portes ces jeunes ont frappé sans que jamais une seule, une seule, ne s'entrouvre ? Sait-il à quel point et combien de temps et avec quelle obstination, tant d'entre eux s'accrochent et continuent de se battre ? Non, il ne le sait pas et vous allez lui rappeler. Vous allez lui rappeler le 22 avril et le 6 mai.

Mais moi, moi votre candidat, je le sais ! Et je tends la main à la jeunesse. Je la comprends. Je l'entends. Et je lui dis que la République, jamais, ne la laissera tomber. C'est pour elle que j'ai donné priorité à l'école de la République. C'est pour elle, pour sa réussite, que j'ai annoncé la création de 60 000 postes dans l'Education nationale sur 5 ans, des postes d'enseignants, des postes de surveillants, des postes d'assistantes sociales, des postes d'infirmières, de médecins scolaires. Ces recrutements sont nécessaires. Il m'est dit, mais ça coûtera cher. Les comptes ont été faits : 2 milliards d'euros à la fin du quinquennat. Et combien à coûté le bouclier fiscal ? 2,5 milliards d'euros ! Eh bien, une nouvelle fois je le dis : je préfère protéger la jeunesse de France que simplement les plus riches de France. Voilà la différence dans cet enjeu de la campagne présidentielle.

L'école de la République, c'est d'abord le lieu où s'acquièrent les connaissances, le savoir, l'élévation d'esprit. L'école c'est le lieu de l'instruction mais c'est aussi l'endroit où se forgent la liberté de conscience, la faculté de penser par soi-même, la découverte de sa propre intelligence, du raisonnement, de la contradiction et aussi le lieu de la citoyenneté, qui permet à un jeune d'entrer dans la société française avec la capacité de décider pour lui-même et pour les autres.

L'école c'est aussi l'enseignement des arts, de la culture. C'est le goût de la beauté. Ce sont les trésors de l'esprit humain, qui doivent être ouverts à tous et pas conservés par quelques-uns. Je ne veux pas qu'un seul enfant de la République puisse être, à cause de l'endroit où il

est né, du milieu où il a grandi, écarté de la culture, l'art, la peinture, la sculpture, la connaissance. C'est pour tout le monde ! C'est pour tous les enfants de la République.

Mais l'espoir, l'espoir que je veux donner, la confiance que je veux rendre aux Français, c'est aussi l'emploi, le travail, qui est une valeur, mais dès lors qu'elle est partagée par tous, que chacun puisse accéder, enfin, à la dignité qui est représentée par une activité, un travail, un emploi, un salaire, un revenu et la capacité de vivre sa vie. Il y a aujourd'hui 3 millions de chômeurs, 4 si on ajoute tous les demandeurs d'emplois, 1 million de plus qu'il y a 5 ans. Ma priorité, ce sera donc la croissance, la production, la création d'emplois et c'est la raison pour laquelle j'ai fait la proposition du contrat de génération. Ce contrat, qui permettra à un employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite – la retraite qui sera d'ailleurs à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41 années et qui ont commencé à 18 ans. Oui, l'employeur qui fera l'effort de garder le senior jusqu'à ce moment où il pourra partir à la retraite, mais qui embauchera un jeune, avec un contrat à durée indéterminée, eh bien cet employeur-là, il ne paiera plus de cotisations sociales sur les deux emplois, celui du senior, celui du jeune, le senior transmettant son expérience au jeune, le jeune donnant sa vitalité et son dynamisme, son engagement à l'entreprise.

Voilà la belle réconciliation des âges que je propose. Voilà ce qui servira l'emploi, la croissance, la compétitivité, la productivité de notre pays. Et je sais aussi les impatiences. Et si nous devons relancer la croissance – et nous le ferons au plan européen – si nous devons permettre qu'il y ait plus d'entreprises qui se développent et ce sera tout le rôle de la banque publique d'investissement, de la mobilisation de l'épargne vers les entreprises qui ont besoin d'avoir un soutien du système bancaire.

J'ai dit que mon adversaire dans cette campagne c'était la finance, non pas la finance qui sert l'économie, mais la finance qui se sert de l'économie pour faire des profits qui ne sont pas dus, qui ne sont pas utiles. Alors dans l'attente de cette croissance, et quand je mesure les urgences, oui, je créerai 150 000 emplois jeunes, emplois d'avenir et je les affecterai exclusivement dans les quartiers où il y a du chômage, où il y a la nécessité de trouver là un espoir de rentrer dignement sur le marché du travail.

L'espoir, l'espoir toujours, c'est la formation. La formation tout au long de la vie. Bien sûr que l'économie est cruelle. Bien sûr qu'elle est brutale. Et en même temps, l'économie elle nous appelle, chaque fois, à de nouvelles mutations. Personne ne peut dire qu'il va commencer dans un emploi et qu'il finira, au terme de son existence, dans le même poste de travail. Et c'est heureux car la vie doit être une promotion, car la vie doit être un changement. Mais si nous voulons réussir cette mobilité, il nous faut assurer la formation professionnelle tout au long de l'existence. C'est la sécurisation des parcours. Et c'est pourquoi je veux lutter contre cette inégalité qui fait que ceux qui ont été le moins longtemps à l'école, ceux qui sortent du système scolaire, souvent sans qualification, ils sont 150 000 par an – ce sont ceux-là mêmes qui ne parviennent pas à accéder à la formation professionnelle tout au long de leur vie. Eh bien j'instituerai un nouveau droit : 20 heures de droit de formation par an pour les personnes qui ont quitté l'école sans diplôme ou avec une faible formation qualifiante. Et ce crédit de 20 heures pourra être utilisé sans limite de temps et cumulable. Voilà pourquoi à chaque fois redonner une chance, remettre de nouveau la possibilité de réussir sa vie à tout moment. L'école de la première chance

sûrement, de la deuxième, de la troisième... autant qu'il faudra pour que personne ne se sente abandonné, relégué, oublié.

L'espoir, l'espoir encore, c'est l'investissement. Nous en avons besoin. Nous avons besoin d'entreprises qui créent, qui innovent. C'est la raison pour laquelle nous devons encourager les petites et moyennes entreprises, permettre leur développement. Et c'est la proposition que je fais en termes de fiscalité : les plus petites entreprises, en termes d'impôt sur les sociétés, ne paieront plus que 15 %, les moyennes 30 %, et les plus grandes paieront davantage, 35 %. Pour qu'il y ait une puissante incitation pour les moyennes et petites entreprises.

Mais je sais aussi que dans nos quartiers, y compris les plus déshérités, il y a tant que jeunes qui veulent entreprendre et qui ne le peuvent pas, qui vont vers une banque qui leur refuse le moindre microcrédit, qui vont vers des actionnaires qui leur refusent leur concours. Je veux que la banque publique d'investissement, celle qui sera créée au lendemain de l'élection présidentielle, ait une filiale dédiée aux quartiers pour développer l'entreprise, dans ces quartiers, et permettre des projets qui aujourd'hui ne voient pas le jour. Parce qu'il y a tant de talents dans cette jeunesse de France, que je ne veux qu'il n'y en ait aucun qui puisse se sentir écarté parce qu'il vient de ce quartier, parce qu'il porte un nom qui ne fait pas forcément confiance aux banquiers ou aux actionnaires. C'en sera terminé de cette discrimination, là aussi !

Je veux qu'il y ait à la fois de la solidarité et de l'initiative personnelle. Je ne veux pas faire de l'assistanat, comme le prétend le candidat sortant. C'est tout le contraire. Je veux l'égalité, je veux la solidarité, mais je veux aussi que ceux qui sont le plus loin puissent être aidés davantage que ceux qui sont au plus près des forces de l'argent et des puissants.

Je ferai aussi en sorte que dans tous les marchés publics de France, il y ait une clause d'insertion qui permette aux entreprises qui sont justement dans ces quartiers de pouvoir embaucher des jeunes, pour pouvoir accéder enfin à l'emploi sur des commandes publiques, sur des constructions de logements qui se font dans ces quartiers-là, et qui doivent d'abord embaucher des jeunes de ces quartiers avant les autres.

L'espoir au-delà de l'école, de l'emploi, de l'investissement, l'espoir c'est la République. Je veux faire vivre ensemble tous les Français, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur couleur de peau, quelle que soit leur sensibilité, où qu'ils habitent. Ils sont les enfants de la République et vous êtes tous ici, quel que soit votre âge, quelle que soit votre condition, quelles que soient vos origines, vous êtes chacune, chacun, un atout pour la France. Je n'écarterai personne. Je ne mettrai aucun citoyen de côté. Comme président de la République, je voudrais rassembler, rassembler encore, rassembler toutes les énergies de France, toutes les forces de la France pour la redresser dans la justice. C'est ça, la République.

La République, ce sont des valeurs, des principes, mais la République c'est aussi une langue, une langue superbe parlée partout dans le monde, aimée de millions de personnes qui lisent notre littérature. Notre langue, le français. Le français, c'est aussi notre Patrie, c'est notre bien commun. Je veux que tous les enfants de France la connaissent, cette langue, la maîtrisent, la parlent avec plaisir, avec fierté, la fassent vivre. C'est la raison pour laquelle l'apprentissage du français, de l'expression française, sera une priorité pour moi, en particulier dans les quartiers où vivent de nombreux enfants issus de l'immigration. Parce que c'est à l'école, avec le français que tout se joue, très tôt, dès le cours préparatoire, en sixième. Et c'est là aussi que les inégalités se produisent, très tôt, au début de la scolarité, au début du collège. Après, il est souvent trop tard.

Je pense aussi à ces femmes qui élèvent seules leurs enfants dans des quartiers où la vie est difficile et qui, en plus, ne maîtrisent pas toujours bien la langue française, sont en difficulté pour aider leurs enfants. C'est encore une inégalité de plus. Nous mettrons en place un réseau d'aide aux parents isolés pour favoriser l'apprentissage de la langue française. Nous y mettrons tous les moyens de l'Education nationale, les conseils généraux, les caisses d'allocations familiales, les associations de parents. Parce que nous devons aussi aider les parents, pour qu'ensuite ils puissent aider leurs propres enfants.

L'espoir, l'espoir toujours pour nos quartiers. Six millions de Français vivent dans ce qu'on appelle dans des « zones urbaines sensibles », les ZUS. Eh bien moi, je commencerai par changer de vocabulaire. Je mettrai un terme au zonage, qui est une stigmatisation. Finies les ZRU, les ZUS, les ZRR ! Qui a envie de vivre dans une zone, d'appartenir à une zone ? La République, elle ne connaît pas les zones, elle ne connaît que les territoires, que les citoyens égaux en droits et en devoirs. Il n'y a qu'une seule France !

Mais dans ces quartiers où la vie est difficile, où sont concentrés tous les problèmes, où sont mises toutes les populations, entassées là par le fait de la fragilité où de la misère, eh bien il y aura dans ces quartiers des politiques publiques qui seront toutes amplifiées, renforcées, démultipliées. Dans les quartiers, la République sera de retour après le mois de mai.

Je ne propose pas je ne sais quel plan Marshall pour les banlieues. Personne ne sait d'ailleurs dans les banlieues qui était le Général Marshall, même si c'était un homme estimable — grâce à lui, il y a eu un plan pour reconstruire l'Europe. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas de reconstruire l'Europe, il s'agit de reconstruire la République. Et nous n'avons pas besoin de plan exceptionnel. Personne ne l'a vu d'ailleurs, le plan Marshall pour les banlieues, personne ne l'a rencontré ! En revanche, a été divisé par deux le budget de la politique de la ville, a été diminué le plan de rénovation urbaine de 227 millions d'euros à 16 millions d'euros. Et qui l'a fait ? Mais c'est le candidat sortant, qui aujourd'hui laisserait penser qu'il a un nouveau plan pour les banlieues. Mais c'est le même, il a disparu — je ne parle pas du candidat sortant, je parle de son plan pour les banlieues ! Eh bien moi, je me suis engagé devant vous à renforcer l'école dans ces quartiers, à y remettre des services publics, à construire un million de logements sociaux pendant toutes ces années qui seront nécessaires pour rattraper les retards. Je ferai également prévaloir la mixité sociale, et je porterai de 20 % à 25 % les obligations de construire des logements sociaux des communes. Et celles qui s'y refusent verront leurs pénalités multipliées par cinq. C'est la loi, et ce sera une loi renforcée encore après le mois de mai !

La République, c'est la sécurité. C'est un sujet que le candidat sortant aimait beaucoup aborder il y a cinq ans, et plus encore il y a dix ans. Et aujourd'hui, c'est un sujet qu'il préfère éviter... Et on le comprend ! Il craint d'être ramené à son bilan, à la contradiction entre les promesses et les réalités, c'est-à-dire à l'explosion des violences aux personnes. Ici à Marseille, les vols avec violence ont augmenté de 15 %, les cambriolages de 17 %, les vols à main armée ont explosé, et le taux d'élucidation des enquêtes est resté à 7 %. Hélas, et je sais que cela vous peine, cela vous afflige, il y a trop souvent des règlements de comptes ici dans cette ville, avec treize morts d'hommes ces derniers mois. Dans le seul département des Bouches-du-Rhône, il y a eu 4 000 vols commis avec violence en dix mois, soit une augmentation de près de 20 %. Et à Marseille, grande ville de France, la nuit, il n'y a que deux cars de Police secours, deux ! Le pouvoir a cru s'en sortir en nommant et en démissionnant les préfets chargés de la Police à Marseille. Pas moins de trois préfets délégués en une seule année 2011, et combien de visites du ministre de l'Intérieur ? (*Huées.*) Je constate qu'il n'est pas plus populaire ici qu'ailleurs ! Et à chaque fois, ce même ministre, à chaque déplacement, à chaque remplacement de préfet de

Police, prétend que la sécurité est rétablie. La sienne peut-être, mais pas celle de la population ! Je l'avais affirmé dans mon discours du Bourget et je le redis ici à Marseille : la République rattrapera tous ceux qui se croient au-dessus de la loi. Je n'accepterai pas un ordre social où les plus puissants, les moins scrupuleux, les plus violents prendraient le pas sur les autres. Mon premier devoir si je deviens le chef de l'Etat, c'est de protéger les faibles. Et le premier devoir du chef de l'Etat, c'est de protéger tous les Français où qu'ils vivent sur le territoire.

C'est pourquoi j'ai annoncé la création de 1 000 postes supplémentaires de policiers, de gendarmes, de magistrats chaque année. Ils seront d'abord affectés dans les quartiers les plus difficiles, les plus délaissés. Ici à Marseille, je n'oublie pas que 376 postes de policiers ont été supprimés depuis 2007. C'est inacceptable et cela doit changer. L'Etat doit d'abord être là où les populations ont besoin de lui, où on demande sa présence avec la force nécessaire. Pourquoi c'est dans les quartiers les plus favorisés qu'il y a le plus de forces de Police, et pourquoi c'est dans les quartiers les plus difficiles qu'il y en a le moins ?

La République c'est aussi — au-delà de la lutte contre le crime, la délinquance -, la République c'est l'exemplarité. Exemplarité à tous les niveaux de l'Etat, exemplarité pour le président de la République, exemplarité pour les ministres, exemplarité pour les fonctionnaires, exemplarité aussi pour les élus de la République. Et celui qui se rendra coupable de corruption, là encore, rencontrera toute la rigueur de la loi. C'est la justice, c'est la République, et il n'y aura aucune faiblesse.

La République, c'est la laïcité. La laïcité, la liberté de croire ou de ne pas croire. La laïcité, l'égalité qui ne reconnaît que des citoyens à égalité de droits et de devoirs. La laïcité, la fraternité qui permet de vivre ensemble en étant différents, d'être unis et en même temps d'être uniques dans la République. La laïcité, elle doit être revendiquée partout — partout ! — au nom de la France, dans le monde où tant de conflits sont déclenchés ou attisés par la confusion, la confrontation entre la religion et la politique.

Mais la laïcité, c'est aussi un combat ici, en France. Je ne peux pas accepter que ces dernières années, des professeurs aient pu témoigner des difficultés rencontrées pour faire cours d'histoire, cours de sciences naturelles au motif que ces enseignements heurtaient des dogmes religieux ou idéologiques. Je ne peux pas accepter que dans la République française, des approches intégristes dénaturant la foi autant que la République attaquent les centres d'interruption volontaire de grossesse ou entravent le bon fonctionnement des hôpitaux, ou mettent en cause la neutralité des services publics. Ce ne sera pas admis !

Pas davantage les écarts de langage. Ici en France, il y a quelques années, un ministre de l'Intérieur a accepté de s'exprimer dans une salle où les hommes et les femmes étaient séparés par une allée centrale. C'était en 2003. C'est le candidat sortant aujourd'hui. C'était au Bourget — chacun a ses réunions au Bourget ! Le langage, c'est aussi d'avoir pu dire il y a quatre ans que « *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de la vie* ». Mais c'est ne pas comprendre que dans la République laïque, ce qui compte ce n'est pas de savoir ce que nous pensons de l'éternité ou de la vie dans l'au-delà, ce qui compte c'est le respect de la vie ici, de la liberté ici, de l'égalité ici !

La laïcité, si demain je suis le chef de l'Etat, ce sera de rassembler les citoyens et de ne pas opposer les consciences. Ce ne sera pas un programme, ce sera un principe. Ce ne sera pas une affirmation, ce sera une promesse. La laïcité est indispensable à la République parce qu'elle est la condition de l'intégration de chacun de ses membres. Voilà pourquoi je ne transigerai pas : la

laïcité sera le socle que je promets de préserver, de garantir, de défendre contre tous les assauts, contre tous les intégrismes.

Et pour toutes ces raisons, j'inscrirai les principes de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat dans la Constitution. Je ferai respecter la neutralité du service public. Je garantirai la mission de l'école publique gratuite, laïque, obligatoire. Je serai intransigeant - intransigeant ! — sur le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les femmes et les hommes. Je n'accepterai aucune violence ; elles seront durement sanctionnées. Les femmes seront accueillies quand elles sont, hélas, flouées dans leurs droits. Et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes sera respectée et sera enfin appliquée, puisque c'est une loi de la République qui l'exige.

Voilà mon projet, c'est la République. Voilà mon projet, c'est rendre l'espoir, rendre confiance aux Français. C'est un projet à la fois national, mais aussi européen. Parce qu'il nous faut, dans cette élection, non seulement changer la France, mais aussi changer l'Europe. Non pas en nous éloignant d'elle, non pas en la désignant comme un bouc émissaire de nos faiblesses, non pas en nous séparant des règles qui constituent cette Europe, mais en changeant son orientation. Parce qu'euro-péen, je sais que l'Europe s'est éloignée des peuples. Trop souvent elle devient incompréhensible pour les citoyens. Elle ne protège pas leurs emplois, leurs entreprises, leurs produits. Et je n'ai pas besoin d'inventer je ne sais quel acte qui viendrait des Etats-Unis pour m'en convaincre ! Il y a longtemps que nous en avons fait le constat. Mais qu'a fait le candidat sortant depuis cinq ans, alors qu'il a présidé les destinées de l'Europe ? Qu'a-t-il fait pour lutter contre les délocalisations, pour lutter contre le *dumping* fiscal, environnemental ? Qu'a-t-il fait pour permettre la réciprocité dans les échanges ?

En revanche, ce qui a été fait ces derniers mois, c'est de vouloir, par un nouveau traité, généraliser l'austérité en Europe. Oui, les disciplines sont nécessaires. Oui, le retour à l'équilibre de nos comptes publics est indispensable. Oui, il nous faut des disciplines — d'ailleurs, pour réparer les dégâts qui ont été causés par les conservateurs. C'est eux qui ont aggravé la dette publique, c'est eux qui ont creusé les déficits, c'est eux qui ont déséquilibré les comptes sociaux !

Oui, nous devons faire des efforts. Oui, nous aurons sûrement à réduire des dépenses et à lever des prélèvements. Mais je le dis aussi à Marseille comme partout ailleurs : si des efforts seront consentis pas le peuple français, ce sera à une seule condition, celle que je poserai, c'est-à-dire que ce soit juste, que ce soit ceux qui ont le plus qui paient davantage. C'est pourquoi je ferai la réforme fiscale qui est tant attendue et qui permettra que les revenus du capital soient soumis aux mêmes prélèvements que les revenus du travail, que s'en soit fini avec les niches fiscales, que personne n'échappe à l'impôt par sa situation ou par son privilège. Alors, si nous allons faire des efforts pour redresser nos comptes, nous ne pourrons parvenir aux résultats espérés que s'il y a de la croissance. C'est notre responsabilité en France, mais c'est aussi celle de l'Europe.

Je n'accepterai pas que l'Europe se réduise à des plans d'austérité ou à des plans de rigueur pour tous les peuples et pour tous les pays. C'est pourquoi j'ai contesté le traité qui venait d'être signé. Parce que s'il posait des disciplines nécessaires, il n'avait pas la dimension qui était exigée par les temps que nous traversons, c'est-à-dire la croissance, l'emploi, l'activité, la relance industrielle, de grands projets communs, la transition énergétique, écologique dont nous avons tant besoin. Oui, j'ai dit que je voulais renégocier le traité qui a été signé au début du mois de mars. Ce texte ne sera d'ailleurs pas ratifié même s'il a été signé. Il ne sera pas ratifié par le

prochain Parlement si nous n'obtenons pas, justement, cette réorientation de la construction européenne.

Comme président de la République, j'aurai à convaincre mes partenaires. On me dit « mais vous n'y arriverez pas, puisque le candidat sortant n'y est pas parvenu ». Mais justement, c'est ce qui nous distingue ! D'ailleurs, au-delà des personnes, la différence est qu'un président sortant ne peut pas avoir la force qu'a un président nouveau, porté par le peuple français qui lui a donné sa confiance. Cette confiance je la sollicite, je la demande. Si je deviens le prochain président de la République, les Français m'auront donné comme contrat de renégocier ce traité pour lui redonner ce qui lui manque, la croissance, l'activité, l'emploi, la solidarité.

Jusqu'à ces dernières heures ou ces derniers jours, le candidat sortant me déniait le droit, la capacité, la possibilité, la légitimité de prétendre renégocier un traité. Un traité juste signé, pas ratifié, un traité qui d'ailleurs n'est pas son œuvre mais celle de Madame Merkel. Non, il ne voulait pas qu'on touche à ce traité. Je n'en aurais pas le droit ! Et voilà que toutes affaires cessantes, devant tous ses amis convoqués à Villepinte, il annonce non pas la renégociation d'un traité mais de trois : du traité de Schengen, du traité sur les marchés publics et du traité sur la réciprocité des accords commerciaux ! Mais je n'avais pas tout vu, tout entendu. Voilà que sur une grande chaîne de télévision, n'écoutant que son courage — qui arrive tard ! — il veut maintenant chasser les exilés fiscaux, aller les rechercher ! Ils n'ont rien à craindre, rien à craindre de lui !

Mais là, ce n'est plus un traité, deux traités, trois traités qu'il veut renégocier : ce sont 117 conventions fiscales ! Cela lui prendra du temps. On me dit dix ans. Mais ce n'est qu'un mandat de cinq qu'il sollicite ! Cinq ans de trop – il vient d'en faire cinq. Mais pourquoi voulez-vous qu'il fasse dans les cinq prochaines années ce qu'il n'a pas été capable de faire les cinq dernières années ?

Voilà, mes chers amis. Il nous faut changer la France, changer l'Europe ! Mais je me sens porté, encouragé par vous. C'est une vaste tâche. Elle ne m'effraie pas ! Avec votre force, avec votre soutien, avec le vote du peuple français, nous ferons de grandes choses ensemble ! Mais ce sont nos concitoyens qui vont décider. C'est vous qui allez parler, les 22 avril et 6 mai prochains !

Une élection présidentielle, c'est un choix. Un choix de personne : il s'agit de désigner le prochain président de la République. Un choix de conception de la République elle-même, de l'exercice de la fonction. Mais aussi un choix de projet. Le mien, je vous l'ai présenté il y a déjà plusieurs semaines. On m'en faisait d'ailleurs exigence, quand j'ai été désigné après les primaires citoyennes. Belle réussite démocratique ! C'était au mois d'octobre. Il m'était demandé, toutes affaires cessantes, de présenter mon projet. J'ai demandé un peu de temps, un peu de patience. Et puis, à la fin du mois de janvier – c'était au Bourget –, j'ai présenté mes 60 propositions pour la France. C'était mon devoir de le faire en transparence, en clarté. Transparence sur les objectifs, clarté sur les financements – et également volonté d'engager le débat.

Je suis le candidat de la cohérence, de la constance, de la confiance. Je suis devant les Français, capable de fournir des réponses à toutes leurs questions. Mon objectif, c'est le redressement du pays ! Ma préoccupation, c'est la justice ! Ma priorité, c'est la jeunesse !

Tout sera dit. Et ce qui sera dit sera fait ! Je ne ferai aucune promesse – et je n'en ai fait aucune – que je ne serai capable de tenir et de respecter. Je ne dis pas, aujourd'hui, dans cette campagne, qu'avec mon élection tout redeviendrait possible. Non ! Celui qui a prononcé cette phrase doit

s'en repentir aujourd'hui. Car effectivement, rien n'a été possible : rien pour le pouvoir d'achat, rien pour l'emploi, rien pour la justice, rien pour la sécurité !

Alors face à mon projet – qui ne faiblira pas selon les circonstances, qui ne sera pas une virevolte, qui ne sera pas une surprise, qui ne sera pas une improvisation – il existe un autre projet. Ce projet, c'est de continuer la politique suivie depuis cinq ans. Ce projet, c'est d'accepter tout ce qui s'est fait et ce qui s'est défait depuis cinq ans. Je comprends que le candidat sortant veuille cacher, occulter son bilan : comment pourrait-il le défendre ? Ce bilan n'est pas présentable. Alors que fait-il ? Il multiplie les annonces. Chaque jour qui passe, il fait effectivement une promesse nouvelle. Tout ce qu'il s'est refusé à faire pendant cinq ans, il l'annonce comme possible, il est prêt à l'engager. Protéger l'industrie, dit-il ? 400 000 emplois industriels ont été supprimés ! Comment le croire ? Sauver des entreprises ? Mais nous avons eu un million de chômeurs de plus, depuis cinq ans. Comment pourrait-on le croire ? Sauf s'il vient sauver quelques entreprises en fin de mandat – et je ne m'en plains pas – grâce à quelques patrons amis qu'il a sollicités pour l'occasion. Poursuivre les exilés fiscaux ? Mais il n'a donné que des privilèges aux plus favorisés, aux plus puissants, aux plus privilégiés ! Non, son programme, si je voulais le résumer, c'est de dire que tout doit changer pour que rien ne change dans le pays.

Eh bien le seul moyen de changer, je vous l'annonce, c'est de changer de président ! C'est de changer de politique ! C'est de changer de destin ! Voilà le changement que je sollicite !

Le changement, je veux l'apporter à tous les Français qui, aujourd'hui, subissent la vie chère, des prix qui flambent – et notamment celui des carburants, même s'il y a des causes qui l'expliquent. C'est dur à vivre. Et qui n'entend pas aujourd'hui la plainte de ceux qui n'en peuvent plus ? Pour qui la fin de mois est le 15 de chaque mois ? Oui, je veux m'adresser à tous les Français. Ceux qui sont dans la précarité, pas simplement parce qu'ils seraient dans un temps partiel ou dans un contrat à durée déterminée. Mais même ceux qui sont en contrat à durée indéterminée, même ceux qui sont fonctionnaires aujourd'hui craignent pour leur avenir ! Je veux leur apporter la sécurité à laquelle ils ont droit, la confiance, la solidarité.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui attendent : attendent de la justice, attendent de l'égalité. J'ai dit ce qu'il fallait faire pour les jeunes. Mais je n'oublie pas non plus les plus anciens, qui se posent la question de l'avenir de leur retraite, à qui l'on doit solidarité et respect.

Je veux dire aussi que le sort qui est fait aux personnes handicapées dans notre pays n'est pas acceptable ! Pas acceptable à l'école, où elles ne sont pas reçues comme elles doivent l'être. Pas acceptables dans la dignité de leurs conditions pour le travail. Pas acceptable dans la reconnaissance de leur diversité, de leur culture.

Oui, nous avons à faire un grand projet pour l'égalité !

Nous devons aimer notre pays, pour bien le servir. Je crois au patriotisme. Non pas à la haine des autres, mais à l'amour de son pays, à l'amour des siens, à l'amour de la République !

Le patriotisme, c'est celui du créateur, de l'entrepreneur, qui invente, qui innove, qui crée – de l'emploi, de la richesse – qui embauche, qui exporte. Oui, ces entrepreneurs sont des patriotes ! Patriotes aussi sont les salariés qui se dévouent pour que leur entreprise soit la meilleure dans la compétition. Qui font des sacrifices et qui savent bien que leur entreprise appartient au capital, mais aussi au travail qui, d'ailleurs, devra être reconnu – y compris dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance des grandes entreprises.

Le patriotisme, c'est celui des infirmières, des aides-soignantes, de l'hôpital, qui se dévouent pour nous, pour nous apporter les soins nécessaires ! Et celui des médecins, des professions de santé.

Le patriotisme, c'est celui des artistes qui permettent d'avoir la plus belle image de la France au plan culturel.

Le patriotisme, ce sont aussi les sportifs qui veulent la réussite ou leur club – cela a été fait hier à Marseille hier, et de quelle façon ! – ou pour leur pays.

Le patriotisme, c'est celui des jeunes qui s'engagent dans les associations, qui veulent être d'ailleurs plus souvent dans le service civique. Oui, là où on peut être utile aux autres et à soi-même.

Mais le patriotisme, c'est aussi celui des fonctionnaires qui servent l'Etat de la meilleure des façons. Le patriotisme, c'est celui des personnels de l'Ecole qui, malgré des moyens réduits, malgré l'abandon dont ils ont été victimes depuis cinq ans, se dévouent pour l'égalité des chances dans notre pays.

Oui ! Je crois au patriotisme. Et c'est pour cela que j'ai dit – et je le confirme ce soir – que ceux qui sont au plus haut dans la hiérarchie de leur entreprise, dans la hiérarchie des revenus, doivent aussi considérer qu'ils doivent limiter leur rémunération lorsqu'elle devient indécente par rapport à ce qu'est le sort commun. On ne peut pas demander aux salariés d'attendre un peu pour leur augmentation et octroyer 34 % d'augmentation au revenu des dirigeants qui gagnent plus d'un million d'euros par an ! C'en sera fini, et nous aurons donc cette tranche supérieure de 75 % – parce qu'il ne s'agit pas de rechercher des recettes supplémentaires, mais il s'agit de dire qu'au-delà d'un million d'euros, il y a peut-être, dans cette période de crise, à avoir des précautions, des limites et, finalement, de la morale publique.

Voilà, chers amis, ce que j'étais venu vous dire ce soir à Marseille. Oui, il est possible que nous gagnions ! Ce serait même souhaitable ! Mais nous n'en sommes pas sûrs. La victoire dépendra de la capacité qui sera la nôtre de convaincre nos concitoyens. La victoire sera celle que nous offrirons aux Français si nous en sommes dignes. Si nous sommes capables d'élever le niveau. Si nous ne cédon pas aux polémiques, aux surenchères, aux manœuvres, aux instrumentalisation. Oui, la victoire, nous irons la chercher parce que nous en serons dignes et parce que nous en serons fiers !

Mais en même temps, il nous reste 39 jours avant le premier tour. Et chaque jour doit être un jour utile pour notre pays. Chaque jour doit être une occasion de retrouver confiance et espoir dans l'avenir. Chaque jour doit être un temps de campagne pour le candidat que je suis devant vous, et pour vous aussi. Je ne gagnerai pas seul ! Je dois être soutenu par vous. Je ne vous demande pas votre aide. Je n'ai pas besoin d'aide. Je n'ai pas besoin de secours. J'ai simplement besoin de la volonté du peuple français de changer ! De sa conscience de l'enjeu.

Je vous respecte trop pour vous prier de m'apporter le suffrage qui me manquera. Non ! C'est vous, lucidement, peuple de France qui allez décider de votre avenir. Rien n'est joué, c'est vrai. Rien n'est fait. Rien n'est conquis. Rien n'est acquis. Et ceux qui imaginaient que la campagne serait un parcours de santé – moi, je m'y suis préparé – mais ce sera un parcours du combattant pour la démocratie, pour la République et pour la justice.

Je ne vous demande pas de gagner pour moi-même. Je ne veux rien pour moi ! Je ne vous parle pas de moi. J'ai cette pudeur. J'ai cette réserve. Je ne veux pas parler de moi parce que je veux parler de la France ! Parce que je veux parler des Français ! Parce que je suis à leur service ! Je ne veux pas gagner pour mon parti. J'ai du respect pour lui : je lui dois tout. Et en même temps, je veux gagner bien plus que pour la Gauche. Je veux gagner pour la France ! Parce que nous avons ce devoir-là de donner l'espoir qu'attend notre grand pays !

Mais rien ne nous sera donné que nous ne soyons capables de gagner par nous-mêmes. Nous devons éviter plusieurs risques. D'abord celui de la confiance excessive – pourquoi donc ? Qui nous la donnerait, si ce n'est le peuple français ? Les sondages n'indiquent rien que des intentions. Ce que nous sollicitons, ce ne sont pas des intentions, ce sont des votes !

Rien ne nous sera acquis, parce qu'il y aura toujours des personnes, des citoyens qui plutôt que d'aller vers le changement sont tentés – parce que la vie est trop dure, parce que les peurs sont trop grandes – d'aller voir y compris dans des idées qui ont fait tant de mal à la République, le refuge de leur inconscience, de leur colère, de leur désespérance.

Peuple de France, vous ne pouvez pas vous tourner vers les extrêmes ! L'extrême droite qui, par son histoire, par ses idées, par ses conceptions de la République, justement, n'a jamais été dans la République. Parce que ce n'est pas être dans la République que de discriminer, que de stigmatiser, que de nier le progrès et la liberté.

Mais nous avons d'autres risques à conjurer. Celui de l'abstention, de tous nos concitoyens qui n'y croient plus, qui pensent que la politique est devenue impuissance. Qui considèrent que finalement, puisque le candidat sortant aurait échoué, nul ne peut réussir. Nous devons leur montrer, à ceux-là, ceux qui doutent, ceux qui sont devenus fatalistes, résignés, désespérés, qu'il n'y a rien de plus beau dans la République que le suffrage, que le droit à l'expression – qui est la plus belle des révoltes quand on n'en a plus aucune !

Nous devons dire à ceux-là, toujours prompts à manifester leur colère – dans la rue ou ailleurs –, leur dire que la plus belle manifestation civique, c'est le jour du vote ! Quand tous les concitoyens se lèvent le même jour pour aller porter un bulletin – même si ce n'est pas toujours le même bulletin dans l'enveloppe – parce qu'ils ont confiance dans la démocratie et le suffrage.

Nous devons dire aussi que si nous voulons créer une dynamique, et donc une victoire, c'est au premier tour, au premier tour que nous devons donner au changement que je porte la force nécessaire, la capacité de vaincre ! En face de nous, ils n'espèrent qu'une chose : la dispersion, l'abstention, la résignation. Ne leur offrez pas ce qui serait finalement leur seule chance ! Nous devons faire que les Français viennent massivement voter, massivement voter au premier tour, et donnent à la candidature que je porte en votre nom la force et la légitimité qui nous permettront, à ce moment-là, les plus belles des victoires : celle de la Gauche, celle de la France et celle de la République !

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Marseille. Nous avons devant nous un grand rendez-vous. Le plus beau rendez-vous qui soit ! Le rendez-vous de l'espérance. Le rendez-vous de la confiance. Le rendez-vous de la cohérence. Le rendez-vous que nous avons pris avec les Français. Et donc, nous devons faire de ce rendez-vous un moment heureux pour la France.

J'ai le souvenir, parce que c'était ma génération, de la grande victoire de 1981 ! J'ai encore le visage de François Mitterrand sous les yeux en ce 10 mai 1981. Eh bien, depuis des années et des

années, je me suis fait une promesse à moi-même. Et je la livre devant vous : il faut donner, enfin, un successeur de Gauche à François Mitterrand à la présidence de la République !

Et tout au long de ces prochains jours, je poursuivrai ma rencontre avec les Français, avec le même esprit – celui du respect et de la considération –, mais aussi avec la cohérence, la constance, la confiance dont je ne me départirai jamais, et avec l'espoir que je veux donner à notre pays. Je parlerai aux Français, et je leur dirai calmement, dignement ma conviction. Je ferai en sorte d'être en harmonie avec moi-même, d'être authentique, sincère. Parce que je ne veux pas que le peuple français se trouve abusé, trompé comme il l'a été en 2007.

Je pense qu'à un moment, il faut à la fois qu'une page se tourne et qu'une autre s'écrive. Oublions déjà la page qui est en train de se tourner et écrivons ensemble le livre de la République, au nom de la France, au nom de l'espérance que nous portons ensemble !

Merci Marseille, de m'avoir donné, votre force, votre ferveur, votre enthousiasme !

Rendez-vous le 22 avril, et le 6 mai !

Merci Marseille !